

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-107

DU 23 MARS 2022

AGRICULTURE - CONVENTION ASP - MÉTHANISATION 2ÈME AFFECTATION 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU les lignes directrices de la communauté concernant les aides d'Etat dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales (JOUE du 01 juillet 2014 – 2014/C 204/01) ;

VU le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

VU le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

VU le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 ;

VU le règlement délégué (UE) n° 2019/1867 de la Commission du 28 août 2019 complétant le règlement (UE) no 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement d'un financement à taux forfaitaire ;

VU le règlement (UE) n° 2020/2094 du Conseil du 14 décembre 2020 établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19 ;

VU le règlement (UE) n° 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant les dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et en 2022, et modifiant les règlements (UE) no 1305/2013, (UE) no 1306/2013 et (UE) no 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) no 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 ;

VU le régime d'aide d'Etat n° SA.40405 relatif aux aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime d'aide exempté n° SA 40957 (2015/XA), relative aux aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014 ;

VU le régime d'aide d'État SA.40979 (2015/XA) relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014

VU le régime exempté n°SA.59106 aides aux services de conseil en faveur des PME, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté n° SA.59108, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020.

VU le code de l'énergie ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 modifié ;

VU le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

VU le programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 modifié ;

VU la délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 relative à l'autorité de gestion concernant le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 16-14 du 13 février 2014 portant approbation de la stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 15-117 du 29 janvier 2015 portant approbation de la convention de mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France et de la convention de délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural ;

VU la délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 portant adoption des conventions de gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC et SIGC dans le cadre du Programme de développement rural de la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 portant adoption du Pacte Agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

VU la délibération n° CP 2020-276 du 1^{er} juillet 2020 relative à la Politique énergie-climat - mise en œuvre du plan « changeons d'air » concernant notamment l'adoption du règlement d'intervention de l'appel à projets, à l'attention des collectivités, pour améliorer la qualité de l'air dans les crèches et écoles primaires ;

VU la délibération n° CP 2020-478 du 18 novembre 2020 relative à la mise en œuvre du Pacte agricole : 4^{ème} affectation 2020 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-429 du 19 novembre 2021 relative à la mise en œuvre du Pacte agricole et du Plan régional pour une alimentation locale durable et solidaire (PRA) et plan de Méthanisation ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'agriculture et de l'alimentation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-107 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention relative au remboursement par l'ASP de la part de la contribution européenne revenant à la région Île-de-France dans le cadre du financement à taux forfaitaire des

coûts d'opération d'assistance technique par le FEADER-relance pour le PDR Île-de-France, figurant en annexe n°1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :

Décide de transférer à la CROIX ROUGE FRANCAISE- DELEGATION REGIONALE CRF IDF la subvention n° 21010348 d'un montant de **63 000 €** attribuée antérieurement à la CRF CROIX ROUGE FRANCAISE par délibération n° CP 2021-429 du 19 novembre 2021 susvisée tel que cela figure en annexe n° 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant figurant en annexe n° 2 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 :

Décide, au titre du **Plan méthanisation**, de participer au financement d'une opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe n° 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **850 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2020-276 du 1^{er} juillet 2020 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **850 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500106 « Energies renouvelables », du budget 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-Imc1141980-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention ASP AT-FEADER Relance

CONVENTION
relative au remboursement par l'ASP
de la part de la contribution européenne
revenant à la région Île-de-France dans le cadre du financement à taux forfaitaire
des coûts d'opération d'assistance technique
pour le PDR Île-de-France – FEADER-RELANCE

PREAMBULE

Le règlement délégué (UE) n°2019/1867 de la Commission du 28 août 2019 établit un financement à taux forfaitaire pour le remboursement par l'Organisme Payeur du Feader à un ou plusieurs bénéficiaires dans le cadre d'un même programme des coûts d'opérations d'assistance technique mises en œuvre à l'initiative de l'Etat membre.

La Région, en tant qu'Autorité de Gestion, peut opter pour le recours aux coûts simplifiés en matière d'assistance technique (mesure 20) et en être bénéficiaire, ainsi que ses délégataires. Le financement ainsi obtenu sera utilisé conformément à la description de la mesure 20 du PDR.

Le règlement (UE) n° 2020/2094 du Conseil du 14 décembre 2020 dit « EURI » est venu fixer le cadre réglementaire des ressources supplémentaires liées à la relance pour faire face à la crise de la Covid 19.

Le règlement (UE) n° 2020/2020 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 a ainsi ajouté un article 58 bis au règlement (UE) n° 1305/2013 concernant les « *Ressources pour la relance du secteur agricole et des zones rurales de l'Union* ». Il tient compte des ressources supplémentaires, liées au plan de relance, qui peuvent être allouées à l'assistance technique et définit, le cas échéant, les modalités et bases de calcul de celle-ci.

L'option pour les coûts simplifiés s'applique tant dans le cadre du soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (ci-après « Feader classique »), qu'à l'instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19 (ci-après « Feader-relance »). Toutefois, les dépenses devant être déclarées sur des lignes budgétaires distinctes, il est nécessaire d'en préciser les modalités par la présente convention.

Lorsque l'option a été prise dans le cadre du « Feader classique », elle s'applique également au « Feader-relance ».

Entre

La région Île-de-France, ayant son siège 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine représentée par sa Présidente, Valérie Pécresse
ci-après désignée sous le terme « la Région »

d'une part,

et

L'ASP, Agence de services et de paiement, Etablissement Public ayant son siège, 2 rue du Maupas, 87 040 Limoges Cedex 1, représentée par son Président-Directeur Général, M. Stéphane LE MOING, ci-après désignée sous le terme « l'ASP »

d'autre part.

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen, au Fonds de cohésion, au Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural, et au Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et de la Pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil

Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n° 485/2008

Vu le règlement délégué (UE) n°640/2014 du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité,

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires,

Vu le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader),

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité,

Vu le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence,

Vu le règlement délégué (UE) n° 2019/1867 de la Commission du 28 août 2019 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement d'un financement à taux forfaitaire.

Vu le règlement (UE) n°2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) no 1305/2013, (UE) no 1306/2013 et (UE) no 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) no 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 ;

Vu le règlement (UE) n° 2020/2094 du Conseil du 14 décembre 2020 établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19 ;

Vu l'ordonnance n°2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de services et de paiement et de l'Etablissement National des produits de l'agriculture et de la mer ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78,

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1511-1-1, L. 1511-1-2 et L. 4221-5,

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2 et R. 313-13 et suivants relatifs à l'Agence de services et de paiement,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,

Vu le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif au comité national Etat-régions pour les fonds européens structurels et d'investissement et au comité Etat-région régional pour la période 2014-2020

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 2016 portant agrément de l'Agence de services et de paiement (ASP) comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;

Vu la convention du 24/02/2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France, modifiée ; en dernière date le 18/11/2020 ;

Vu la convention du 18/11/2020 relative au remboursement par l'ASP de la part de la contribution européenne revenant à la région Île-de-France dans le cadre du financement à taux forfaitaire des coûts d'opération d'assistance technique pour le PDR Île-de-France ;

Vu la délibération n° CR 08-14 du conseil régional du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020 ;

Vu le cadre national approuvé par la Commission européenne le 30 juin 2015, modifié,

Vu le Programme de développement rural de la région Île-de-France, modifié en dernière date le 02/08/2021.

Vu la décision de la Région en date du 02/10/2020 d'exercer l'option du financement à taux forfaitaire des frais d'assistance technique.

Vu la délibération n° CP 2020-478 de la commission permanente du conseil régional du 18 novembre 2020 relative au remboursement par l'ASP de la part de la contribution européenne revenant à la région Île-de-France dans le cadre du financement à taux forfaitaire des coûts d'opération d'assistance technique pour le PDR Île-de-France ;

Vu la délibération n° CP 2022-107 de la commission permanente du conseil régional du 23 mars 2022 approuvant la présente convention ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1er – Objet :

La présente convention a pour objet :

- de définir les conditions dans lesquelles l'ASP, en tant qu'organisme payeur du Feader, peut rembourser à la Région, en tant que bénéficiaire, la part de Feader qui lui revient au titre du financement à taux forfaitaire de l'assistance technique, au titre du Feader-relance ;
- de définir les engagements contractuels réciproques de l'ASP, en tant qu'organisme payeur, et de la Région dans le cadre de ce financement.

La présente convention constitue la demande d'aide de la Région au titre de la mesure 20, dans le cadre des ressources supplémentaires liées à la relance pour faire face à la crise de la Covid 19.

Article 2 – Modalités de calcul :

Le financement de l'assistance technique, au titre du Feader-relance, est calculé sous forme d'un taux forfaitaire de 4 % appliqué au montant des dépenses d'opérations relevant des mesures de développement rural hors mesure 20 (M20 – Assistance technique), uniquement dédiés à la relance (déclarés pour les mesures 1 à 19 du PDR).

Article 3 - Modalités de versement :

Les modalités de déclarations, de liquidation et de versement au titre du Feader-relance s'effectuent dans les mêmes conditions que celles du Feader classique dans le cadre du financement à taux forfaitaire des coûts d'opération d'assistance technique.

L'ASP s'engage à verser à la Région la part qui lui revient en application de la présente convention après remboursement par la Commission européenne.

Le paiement par l'ASP à la Région ne pourra excéder le remboursement effectué par la Commission Européenne à l'organisme payeur.

L'ASP assure le versement à la Région en tant que bénéficiaire dans la limite du montant maximal du plan de financement pour la mesure 20 au titre du Feader-relance.

En cas de corrections financières postérieures permettant de nouveaux versements dans la limite de la maquette, l'ASP pourra procéder au paiement des sommes conformément à la présente convention.

Le remboursement lié à la déclaration de dépenses du dernier trimestre de l'exercice financier agricole permettra le cas échéant la régularisation des sommes dues sur l'exercice financier agricole.

Le dernier versement relatif à la présente convention aura lieu à la clôture des comptes.

Article 4 - Période d'application :

La présente convention s'applique pour les dépenses réalisées au titre du Feader-relance et qui ont fait l'objet de contrôles administratifs à compter du 01/12/2021 et jusqu'à la fin de la période d'éligibilité (c'est-à-dire la dernière déclaration transmise à la Commission Européenne relative au PDR) ; à l'exclusion de toute dépense antérieure à cette date et/ou qui n'aurait pas fait l'objet de contrôles adéquats.

Ce système de remboursement forfaitaire continuera de s'appliquer jusqu'à la fin de la période de programmation. Il n'est en effet pas possible de revenir au système précédent de remboursement des coûts réels de l'assistance technique.

Article 5 - Contrôles :

Les contrôles réglementaires prévus par le règlement 2019/1867 s'appliquent.

Seules les dépenses, autres que l'assistance technique, soit les dépenses relatives aux Mesures 1 à 19 réalisées au titre du Feader-relance, qui ont été correctement établies et qui ont fait l'objet d'un contrôle administratif forment la base de calcul d'application du taux forfaitaire.

Article 6 - Corrections et révisions des montants remboursés

En cas de correction du montant des dépenses présentées constituant l'assiette du taux appliqué, le montant remboursé au titre de l'assistance technique sera revu proportionnellement en conséquence.

La correction sera calculée par différentiel entre le montant initialement remboursé au titre de la mesure 20 dans le cadre du Feader-relance et le montant calculé suite à la révision des montants des dépenses des mesures 1 à 19 dans le cadre du Feader-relance, base de l'application du taux forfaitaire.

L'ASP informe la Région du montant corrigé dès qu'elle en a connaissance. La Région s'engage à rembourser la somme concernée à l'ASP selon les modalités suivantes.

La régularisation de ce montant sera imputée par l'ASP en le déduisant du versement suivant au bénéfice de la Région lors du remboursement trimestriel.

Dans l'hypothèse où aucune imputation sur des versements ultérieurs ne serait possible, l'ASP émettra un ordre de recouvrer du montant correspondant à l'encontre de la Région. La Région s'engage à procéder au remboursement à l'ASP dans les 2 mois suivant la réception de l'ordre de recouvrer.

Article 7 - Dispositions financières :

Les versements par l'ASP à la Région sont à effectuer sur le compte ouvert au nom de la Région à la Direction Régionale des Finances publiques de Paris sous les coordonnées IBAN/BIC :

FR 76 3000 1000 6400 000 9031 904
BIC : BDFEFRPPXXX

Article 8 - Entrée en vigueur et durée :

La présente convention vaut demande d'aide et décision d'attribution. Elle prend effet à compter de sa signature et a une durée de validité jusqu'à la clôture des comptes.

La clôture de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement total de tous les ordres de recouvrer (jusqu'à l'apurement des comptes par la Commission européenne).

Article 9 - Contentieux :

En cas de contentieux, le tribunal administratif de la circonscription du siège de la Région en tant qu'autorité de gestion est compétent.

Fait sur 7 pages, en 2 exemplaires, à, le

*La Présidente du Conseil
régional*

*Le Président-Directeur Général
de l'ASP, et par délégation, la
Directrice Régionale*

Valérie PECRESSE

Peggy BOURDIN

Annexe 2 : Avenant de transfert

**AVENANT DE TRANSFERT N°1 A LA CONVENTION
PROGRAMME ALIMENTAIRE REGIONAL (PAR)**

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2022-107 du 23 mars 2022, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Raison sociale « repreneur », CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 775672272 31905
dont le siège social est situé au 8, avenue Montaigne – Immeuble Mailler Nord II
93160 NOISY-LE-GRAND
représentée par son Président, Monsieur Philippe LE GALL
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Le bénéficiaire initial dénommé : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 775672272.20536
représentée par son Directeur, Monsieur Frank GAUTIER
dont le siège social est situé au 120 Avenue Gaston Roussel, 93230 ROMAINVILLE

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2021-429 du 19 novembre 2021, la Région a décidé de participer au financement du projet « Mise en place d'un programme alimentaire régional : approvisionnement en produits agricoles franciliens à destination de personnes en situation de grande précarité », donnant lieu à la conclusion de la convention avec la Croix Rouge Française, et à l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de 63 000 €.

Le bénéficiaire initial CRF CROIX ROUGE FRANCAISE a décidé de transférer ses droits réels à la CRF CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF au motif d'une erreur de bénéficiaire.

Considérant la reprise du projet « Mise en place d'un programme alimentaire régional : approvisionnement en produits agricoles franciliens à destination de personnes en situation de grande précarité » et de sa mise en œuvre par la CRF CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF, la commission permanente de la région Île-de-France, par délibération n° CP 2022-107 du 23 mars 2022, décide de lui transférer la convention initiale, objet du présent avenant.

Article 1

Le présent avenant a pour objet de transférer le montant de la subvention de fonctionnement attribuée par la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2021-429 du 19 novembre 2021 du bénéficiaire initial vers la CRF CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF qui reprend le projet et en assure la maîtrise d'ouvrage. La CRF CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF (nouveau bénéficiaire) s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations du bénéficiaire initial à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Article 2

Pour la réalisation de ladite opération, la Région a attribué au bénéficiaire initial une subvention d'un montant maximum de 63 000 €.

Article 3

Sachant qu'aucun versement n'est encore intervenu, il s'agit par le présent avenant de transférer à la CRF CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF le montant total de la subvention soit un montant de 63 000 €.

Les versements à opérer en exécution de la convention transférée doivent être effectués à :
la CRF CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF

Adresse : 8, avenue Montaigne – Immeuble Maille Nord II – 93160 NOISY-LE-GRAND

Nom de la Banque : Société générale

RIB : 30003 03350 00037288566 79

IBAN : FR76 3000 3033 5000 0372 8856 679

BIC : SOGEFRPP

Article 4 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n° 21010348, adoptée par délibération n° CP 2021-429 du 19 novembre 2021, est modifiée comme suit :

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION REGIONALE CRF IDF

Adresse administrative : 8, avenue Montaigne – Immeuble Maille Nord II- 93160 NOISY-LE-GRAND

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Philippe LE GALL, Président

Article 5 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

- La fiche-projet, approuvée par délibération n° CP 2021-429 du 19 novembre 2021, telle que modifiée par le présent avenant,

- La convention entre la Région et la Croix Rouge Française approuvée par délibération n° 2021-429 du 19 novembre 2021 transférée à la CRF Croix Rouge Française délégation régional CRF IDF par délibération n° 2022-107 du 23 mars 2022.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 3 exemplaires originaux

Pour la Croix rouge française
Délégation régionale
Le président

Pour la Croix rouge française
Le directeur

Pour la région Île-de-France
La présidente

Philippe LE GALL

Frank GAUTIER

Valérie PECRESSE

CONVENTION PROGRAMME ALIMENTAIRE REGIONAL (PAR)

Entre

La région Île-de-France, située 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2021-429 du 19 novembre 2021.

Ci-après dénommée « la Région »

La Chambre d'agriculture de Région Île-de-France, située 19, rue d'Anjou - 75008 Paris et ayant pour représentant Monsieur Christophe HILLAIRET, son président.

Ci-après dénommée « la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France »

La Croix Rouge Française – CRF – Délégation régionale Île-de-France

dont le statut juridique est : Association

n° SIRET : 775672272 - 31905

dont le siège social est situé : 8, Avenue Montaigne – MAILLE NORD II – 93160 NOISY LE GRAND

ayant pour représentant : Monsieur Philippe LE GALL, Président Délégué régional

ci-après dénommé « l'association »

APRES AVOIR RAPPELE :

Les populations les plus démunies sont en situation d'insécurité alimentaire. Leurs rangs ont été dramatiquement élargis par la crise sanitaire de la COVID 19 et ses conséquences économiques et sociales inédites. Les associations caritatives ont dû faire face à une recrudescence des sollicitations de la part de populations qui n'avaient plus accès à une alimentation normale, nécessitant le développement exceptionnel d'opérations solidaires de distribution de repas ou de paniers alimentaires. Les jeunes en particulier se sont révélés dramatiquement précarisés pour une part importante d'entre eux.

La Région a immédiatement soutenu les populations vulnérables touchées par la crise ainsi que les associations de solidarité afin de les aider à faire face à ce nouveau défi, en mettant en place le Programme Alimentaire Régional (PAR) pour leur venir en aide de l'été 2020 à fin mars 2021.

Cette expérience a révélé toute la pertinence de ce dispositif qui a été plébiscité par les associations caritatives : grâce aux moyens accordés par la Région, elles ont pu se fournir quand elles en avaient besoin, en denrées fraîches de qualité et dans les quantités souhaitées.

Destiné aux plus démunis, le PAR repose sur un partenariat entre le Conseil Régional, la Chambre d'agriculture de Région et chaque association caritative, pour approvisionner les associations caritatives en produits agricoles franciliens dans la mesure de leur disponibilité et les distribuer.

Alors que la crise perdure, et que les difficultés s'accroissent, la poursuite de ce dispositif est rendue nécessaire pour faire face aux besoins de l'hiver

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Alimentaire Régional (PAR).

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL REGIONAL

Le conseil régional d'Île-de-France s'engage à apporter son soutien financier à l'association afin qu'elle puisse s'approvisionner et être livrée en produits alimentaires locaux de qualité dont elle exprime les besoins, à un prix équitable pour la rémunération des agriculteurs franciliens.

Dans ce cadre, la Région accorde à l'association une subvention d'un montant maximum de **63 000 €** sur la base d'un taux d'intervention de 100 %, afin qu'elle puisse procéder à l'achat des denrées nécessaires et ainsi apporter une réponse adaptée en termes d'alimentation aux populations nécessiteuses ciblées par leurs actions.

Ce montant est révisable par avenant.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

Afin de répondre aux besoins de l'association en termes de produits agricoles frais et de qualité dans le cadre de filières locales d'approvisionnement, la Chambre d'agriculture organise, en lien avec les structures professionnelles et les producteurs, le sourcing des produits.

Pour ce faire, elle assure l'animation et la gestion de la plateforme électronique d'échanges « AgriSolidaires », permettant la mise en relation commerciale entre les producteurs franciliens et les associations caritatives engagées dans le Programme Alimentaire Régional (PAR).

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association détermine ses besoins selon un rythme hebdomadaire ou bimensuel, et les transmet à la Chambre d'agriculture, en précisant à chaque fois le lieu de livraison et le type de conditionnement souhaités.

En cas d'impossibilité à se fournir en direct pour certains produits à travers la plateforme électronique d'échanges présentée à l'article 3, l'association peut s'approvisionner en produits agricoles franciliens auprès de tout autre fournisseur intermédiaire spécialisé (grossiste, opérateur de restauration collective, distributeur...), qui s'engagent à fournir exclusivement des produits issus d'exploitations agricoles franciliennes.

Le cas échéant, l'association régionale peut donner délégation aux associations départementales d'Île-de-France qui relèvent de son réseau, afin que celles-ci puissent commander directement les denrées nécessaires.

Le prix payé par l'association aux producteurs franciliens dont les produits sont conditionnés et livrés conformément aux besoins exprimés, correspond au prix de marché proposé par l'agriculteur selon les principes d'une juste rémunération. Le paiement doit intervenir dans les délais prévus par le code du commerce à réception de la facture émise par le producteur.

Les distributions alimentaires assurées par l'association, grâce à tout ou partie des denrées alimentaires obtenues via le financement de la présente convention, ont exclusivement lieu sur le territoire francilien.

Par ailleurs, l'association s'engage, sous réserve de sa disponibilité, de ses capacités logistiques et de stockage, à accompagner des opérations de distribution alimentaire organisées par la Région sur le territoire francilien, en fournissant des denrées alimentaires, sous réserve de s'accorder sur les modalités de distribution.

De plus, elle s'engage à :

- Informer dans les meilleurs délais, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation, ainsi que de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Réaliser un suivi comptable de l'opération faisant l'objet de la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Enfin, elle s'engage à transmettre à la Région, avant le 30 décembre 2022, un récapitulatif ligne à ligne des opérations d'aide alimentaire réalisées en tout ou partie grâce aux denrées obtenues dans le cadre de la présente convention, afin de garantir un suivi optimal du dispositif.

Ce document comporte les informations renseignées suivantes :

- Commune et code postal du lieu où a eu lieu l'opération d'aide alimentaire ;
- Date de l'opération d'aide alimentaire ;
- Typologie de l'opération d'aide alimentaire (distribution de paniers repas, maraudes, etc.) ;
- Type de public (sans-abri, famille précaire, etc.) ;
- Nombre de bénéficiaires ;
- Nombre de repas distribués si maraude ;
- Nombre de paniers repas distribués si distribution de paniers repas (en précisant le nombre de jours et le nombre de personnes que couvrent ces paniers repas).

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité du PAR, toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention feront apparaître la mention du soutien de la Région Île-de-France ainsi que les logotypes de chacun des partenaires.

Les parties s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention et en particulier :

- les partenaires s'engagent à se tenir informés des dates prévisionnelles de toute opération de valorisation, relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.
- ils s'engagent par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de leurs partenaires dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Les parties s'engagent à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Les parties s'engagent à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Région participe au financement des achats de denrées alimentaires de l'association (la livraison étant comprise dans le prix d'achat).

Les dépenses sont prises en compte à compter du 19 novembre 2021 et jusqu'au 19 novembre 2022.

L'aide fait l'objet d'un versement par la Région, à la demande de l'association, soumis à la signature préalable de la présente convention.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale sa demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la présidente du conseil régional, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Le cas échéant, l'association fournit également le document par lequel elle a délégué l'acte d'achat aux associations franciliennes membres de son réseau.

De plus, l'association communique aux services régionaux, au plus tard le 30 décembre 2022 :

- un état récapitulatif des dépenses réalisées grâce au solde de la subvention, signé de son représentant légal qui détaille les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- un compte rendu financier de l'opération comportant la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté).

Si l'examen de ces documents fait apparaître un trop perçu de la part de l'association, un titre de recettes sera émis par la Région afin d'obtenir le reversement des sommes dont l'emploi n'aura pas été justifié.

La subvention ne peut être utilisée pour un autre objet que celui pour lequel elle a été attribuée. Dans le cas contraire, elle donne lieu à un reversement après émission d'un titre de recettes par la Région. La Région demande également le reversement de l'aide en cas d'absence de production dans le délai mentionné de l'état récapitulatif des dépenses.

L'association s'engage à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 10 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin à la réception de l'état récapitulatif des dépenses conforme de l'association, mentionné à l'article 8 ou à défaut à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant également dans cet article.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux, un pour chaque signataire.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le

*Le Président de la Chambre d'Agriculture
de Région Île-de-France*

Le

*La Présidente du conseil régional
d'Île-de-France*

Christophe HILLAIRET

Valérie PECRESSE

Le

Le Président Délégué régional

Philippe LE GALL

**DOSSIER N° 21010348 - Mise en place d'un programme alimentaire régional :
approvisionnement en produits agricoles franciliens à destination de personnes en
situation de grande précarité**

Dispositif : Subvention spécifique agriculture et alimentation (fonctionnement) (n°
00001256)

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700

Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique agriculture et alimentation (fonctionnement)	63 000,00 € HT	100,00 %	63 000,00 €
	Montant total de la subvention		63 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
DELEGATION REGIONALE CRF IDF
Adresse administrative : 8 AVENUE MONTAIGNE IMMEUBLE MAILLE
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE LE GALL, Président Délégué régional

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 novembre 2021 - 19 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Par ce programme, la Région soutien l'achat de denrées alimentaires par l'association auprès des producteurs franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de denrées et transports	63 000,00	100,00%
Total	63 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	63 000,00	100,00%
Total	63 000,00	100,00%

Annexe 3 : Fiche-projet méthanisation

DOSSIER N° EX062537 - AAP 2021-1 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - BIOENERGIE LA COMTESSE à Louan-Villegruis-Fontaine (77)

Dispositif : Plan régional méthanisation : Appel à projet pour travaux de construction d'unités de méthanisation - Projets agricoles (n° 00001197)

Délibération Cadre : CP2020-276 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional méthanisation : Appel à projet pour travaux de construction d'unités de méthanisation - Projets agricoles	6 642 806,00 € HT	12,80 %	850 000,00 €
Montant total de la subvention			850 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIOENERGIE LA COMTESSE
Adresse administrative : 8 RUE DE LA CHAUVOTTE
77560 LOUAN VILLEGRUIS FONTAINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur LUC GUYOT, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Unité de méthanisation agricole en injection de biométhane

Dates prévisionnelles : 23 mars 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet est porté par 9 exploitations agricoles regroupées au sein d'une société de projet dédiée, BIOENERGIE LA COMTESSE SAS.

Il est dimensionné sur un approvisionnement total de 22 550 t/an, composé essentiellement de CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique) d'été et d'hiver produites en interne (78%), complétées par des pulpes de betteraves (12%), des issues de silo (5%), des fumiers ovins (4%) et quelques déchets verts des collectivités locales (1%).

Les CIVE sont des cultures implantées entre deux cultures alimentaires, et qui jouent le rôle de CIPAN – cultures intermédiaires piège à nitrates – en hiver. Ces ressources n'entament donc absolument pas le potentiel de production agricole à vocation alimentaire de l'Île-de-France.

Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 23 300 t/an, qui sera valorisée par épandage sur les terres des porteurs de projet (1 230 ha) et celles des agriculteurs voisins (220 ha), via un plan d'épandage réglementaire.

La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRTGaz à un débit moyen de 224 Nm³/h (21 150 MWh PCS/an). Le taux de valorisation énergétique est de 83 %.

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent d'un temps plein, auquel il faut rajouter l'activité supplémentaire de production des CIVE (1 temps plein), ainsi que la construction (5 personnes pendant 9 mois) et la maintenance de l'unité (au minimum 4 jours /an).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du :

- RI adopté par délibération n° CP 2020-276 soit jusqu'à 30% des dépenses éligibles TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 1 000 0000 €. Calcul de l'aide en fonction des critères de rentabilité économique du dossier et application du bonus de 50 000 € pour un projet agricole collectif regroupant au minimum 4 structures. L'assiette Région est de 6 642 806 €. Le taux de 12,80% est appliqué aux dépenses éligibles HT soit une subvention de 850 000 €.

- régime d'état SA.59108 : le bénéficiaire est une petite entreprise permettant une intervention jusqu'à 65%. Le projet est comparé à un investissement de référence (moteur de cogénération) de 1 201 377 €. L'assiette admissible est de 5 441 529 €. La subvention de 850 000€ correspond à un taux de 15,62%, bien inférieur au plafond autorisé.

Localisation géographique :

 LOUAN-VILLEGRUIS-FONTAINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Génie civil	2 014 000,00	30,32%
Process et équipements	4 493 806,00	67,65%
Etudes et maîtrise d'oeuvre	135 000,00	2,03%
Total	6 642 806,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	704 000,00	10,60%
Subvention Région (sollicitée)	850 000,00	12,80%
Emprunts	5 088 806,00	76,61%
Total	6 642 806,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables